



MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE
POUR LE DEUXIEME TOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES
DU 21 DECEMBRE 2013
EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DECLARATION PRELIMINAIRE

I. INTRODUCTION

1. Sur invitation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, la Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), **Son Excellence Madame Nkosazana Dlamini Zuma** a dépêché une Mission d'Observation pour le second tour des élections législatives et municipales du 21 décembre 2013.
2. La Mission d'observation de l'Union africaine est conduite par **Son Excellence Monsieur Ahmed OUYAHIA**, ancien Premier Ministre de la République algérienne démocratique et populaire.
3. Elle est composée de 32 observateurs arrivés à Nouakchott à partir du 17 décembre 2013. Il s'agit d'Ambassadeurs accrédités auprès de l'Union Africaine à Addis Abeba, de parlementaires panafricains, de responsables d'organes de gestion des élections et de membres d'organisations de la société civile. Ces observateurs viennent de 18 pays du continent, à savoir Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Kenya, Mali, Nigéria, République du Congo, République Démocratique du Congo, République Sahraouie, Somalie, Tchad, Togo, Tunisie et Union de Comores.
4. Il convient de préciser que cette Mission fait suite à celle déployée par l'Union africaine lors du premier tour des élections législatives et municipales du 23 novembre dernier à l'issue de laquelle l'Union africaine avait formulé des recommandations destinées aux autorités mauritaniennes en vue d'améliorer le processus électoral.
5. La Mission a reçu l'appui technique et logistique d'experts de la Commission de l'Union africaine, du Parlement Panafricain et de l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA).

II. OBJECTIFS

6. L'objectif de la Mission est de faire une évaluation indépendante, objective et impartiale du deuxième tour des élections du 21 décembre en Mauritanie.
7. En conformité avec cet objectif, la Mission de l'Union africaine a observé les élections dans l'esprit et la lettre des dispositions suivantes :
 - la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, qui est entrée en vigueur le 15 Février 2012 et qui vise à améliorer les processus électoraux en Afrique, à renforcer les institutions électorales et la tenue d'élections justes, libres et transparentes;
 - la Déclaration de l'UA/OUA de Durban sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique AHG/Décl.1 (XXXVIII) telle qu'adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine en Juillet 2002 ;
 - les directives de l'UA pour les missions d'observation et de suivi des élections, les instruments internationaux pertinents régissant l'observation des élections ;
 - la Constitution et les lois pertinentes de la République Islamique de la Mauritanie.
8. La présente déclaration préliminaire expose brièvement les constats et conclusions de la Mission sur le déroulement du second tour des élections législatives et municipales en Mauritanie ainsi que ses recommandations. Elle sera suivie ultérieurement, d'un rapport final plus exhaustif qui sera transmis aux autorités mauritaniennes compétentes.

III. EVALUATION

9. L'évaluation du processus électoral a porté sur la régularité, la transparence, l'équité et le déroulement du scrutin, notamment :
 - les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives ;
 - la conformité des opérations électorales avec le cadre légal et institutionnel régissant les élections en Mauritanie ainsi que les standards universels et africains en matière d'organisation des élections.

IV. ACTIVITÉS PRE- ELECTORALES

10. En conformité avec les orientations de l'Union africaine en matière d'observation et de suivi des élections, la Mission a eu des entretiens avec les Autorités nationales ainsi qu'avec les responsables de la CENI et de l'Observatoire National pour la Surveillance des Elections (ONSEL). Elle a également rencontré les responsables de partis politiques engagés dans le second tour des élections.

11. En prélude au déploiement, les observateurs ont suivi des séances d'orientation sur le contexte politique des élections et sur les principes de l'observation électorale.
12. La Mission a déployé 14 équipes d'observateurs pour suivre les scrutins et leur dépouillement au niveau de 13 wilayas du pays.

V. CONTEXTE POLITIQUE DES SCRUTINS DU 21 DECEMBRE 2013.

13. Le premier tour des élections législatives et municipales mauritaniennes s'est déroulé le 23 Novembre 2013, enregistrant une forte participation des électeurs qui, selon la CENI, a atteint un taux de 75%. Il a permis l'élection de 121 députés sur les 147 que compte l'Assemblée Nationale ainsi que l'élection de 98 Assemblées communales sur les 218.
14. Quant au second tour qui devait initialement se tenir le 7 décembre 2013, il a été reporté par la CENI au 21 du même mois, du fait des retards accusés dans l'annonce des résultats du premier tour, ainsi que de la nécessité de respecter les délais légaux de recours. Il a porté sur 28 sièges de députés répartis à travers 16 circonscriptions ainsi que sur 119 communes.

VI. OBSERVATION DU SCRUTIN

Vote des forces armées et de sécurité

15. Les forces armées et de sécurité ont exercé leur droit de vote le 20 décembre 2013. Le dépouillement de ces votes a eu lieu le 21 décembre au soir en même temps que celui des électeurs civils.

Localisation des bureaux de vote et accessibilité

16. Les bureaux de vote étaient au nombre de 1940. Ils étaient pour la plupart installés dans des établissements scolaires, et ils étaient en général proches des électeurs inscrits, facilement accessibles et aménagés de manière à assurer la fluidité du vote.

Ouverture des bureaux de vote

17. Les bureaux de vote visités par les observateurs de la Mission de l'Union africaine ont ouvert à l'heure.

Matériel électoral

18. Dans les bureaux visités par les observateurs, le matériel électoral était disponible et en quantité suffisante. L'éclairage également a été amélioré. Le nombre des isolements aussi a été augmenté.

Bulletin de vote

19. Les bulletins ont été simplifiés lors du second tour ; ce qui a facilité le vote des électeurs.

Personnel électoral

20. Le personnel électoral était composé d'un président et de deux assesseurs. Ils interagissaient normalement avec les électeurs. Cependant, il a été constaté qu'ils ne portaient pas de signes distinctifs.
21. Les observateurs ont noté une importante représentation des femmes en qualité d'agents électoraux, de délégués de partis politiques, d'observateurs ainsi que d'électeurs.

Participation électorale

22. A l'image du premier tour, la Mission a noté que le deuxième tour aussi a connu une importante participation.

Sécurisation du vote

23. Une présence effective des forces de l'ordre et de sécurité a été notée à l'intérieur et autour des centres de vote.

Personnel des bureaux de vote

24. Le personnel des bureaux de vote (Présidents et assesseurs) ont exercé leurs fonctions dans une ambiance conviviale empreinte de courtoisie mutuelle. La plupart d'entre eux étaient à leurs postes à l'heure.

Délégués des partis politiques

25. Les partis politiques se sont fait représenter par leurs délégués dans les bureaux de vote.

Procédures de vote

26. Dans la plupart des bureaux visités par les observateurs de l'Union africaine, les procédures de vote ont été bien respectées. Il faut signaler que la formation des agents électoraux a été renforcée après le premier tour.

Observation des élections

27. La Mission de l'Union africaine a noté dans plusieurs bureaux de vote, la présence d'observateurs de l'ONSEL. Notons qu'une Mission d'observation de la Ligue arabe était également présente à ce second tour en Mauritanie.

Dépouillement et la transmission des résultats

28. La procédure du dépouillement s'est normalement déroulée dans les bureaux de vote visités.

29. Contrairement au premier tour, les salles et les espaces de dépouillement étaient mieux éclairés en général.
30. La Mission a noté qu'après le dépouillement, le matériel électoral, notamment les bulletins de vote utilisés et non utilisés ainsi que les documents de dépouillement étaient proprement conditionnés et acheminés afin de servir de base au règlement de tout contentieux éventuel.
31. Dans les bureaux de vote visités par la Mission, les procès verbaux de dépouillement ont été signés par les présidents et par les représentants des partis politiques qui en ont reçus copie. Ils ont été également affichés devant les bureaux de vote.
32. La transmission des résultats des centres de vote aux commissions locales de centralisation s'est effectuée dans les normes.
33. La Mission a relevé une amélioration sensible des conditions de déroulement du scrutin entre le premier et le second tour. Elle a également relevé avec satisfaction que plusieurs observations et recommandations faites à l'issue du premier tour ont été prises en compte par la CENI pour l'organisation du second tour.
34. La Mission d'observation électorale de l'Union africaine conclut que les conditions réunies pour la tenue du second tour des élections législatives et municipales du 21 décembre 2013 ont été conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en Mauritanie pour l'organisation et le déroulement des élections.
35. La Mission salue le calme qui a caractérisé ce deuxième tour grâce notamment au concours des partis politiques et de la société civile de Mauritanie.

RECOMMANDATIONS

La Mission d'observation de l'Union africaine a considéré utile de réitérer certaines des recommandations qu'elle avait formulées à l'issue du premier tour et qui restent d'actualité. Elle les a complétées par d'autres recommandations découlant de ses constats lors du second tour.

Au Gouvernement

La Mission l'exhorte à :

- Engager les initiatives appropriées en vue d'une harmonisation des différents textes législatifs et réglementaires relatifs aux élections ;
- Relancer avec les partis la concertation politique au-delà de ces élections ;
- Initier de nouvelles dispositions législatives pour améliorer davantage la représentation des femmes sur les listes électorales et la porter ainsi aux normes continentales et internationales.

- Prendre des dispositions appropriées afin de permettre à l'ONSEL de demeurer en place jusqu'aux prochaines échéances électorales de sorte à conforter son organisation et méthodes y compris avec le concours et l'expertise de l'Union africaine et des autres partenaires de la Mauritanie.

A la CENI

La Mission recommande à la CENI :

- d'œuvrer à renforcer son administration électorale et ses capacités humaines, matérielles et organisationnelles, y compris en matière de formation des personnels électoraux ;
- de poursuivre ses efforts dans l'amélioration du matériel électoral ;
- de finaliser la nouvelle liste électorale ainsi que sa mise à disposition dans tous les bureaux de vote ;
- de doter les membres des bureaux de vote ainsi que les délégués des partis politiques des signes distinctifs (badges, brassards, gilets, etc) ;
- d'organiser notamment par la voie des médias, des campagnes de sensibilisation au profit des électeurs pour leur faciliter la compréhension des opérations de vote y compris les horaires légaux y afférents ;
- d'harmoniser les procédures du dépouillement du scrutin conformément à la législation nationale en vigueur ;
- d'utiliser les « carnets spéciaux autocopiants » pour la production des copies du procès verbal de dépouillement destiné aux représentants des partis politiques.

A l'Observatoire Nationale pour la Surveillance des Elections

La Mission lui recommande :

- d'augmenter le nombre d'observateurs issus de la société civile qu'il mobilise lui-même ;
- de veiller à la formation de ces observateurs en matière de renforcement de capacités.

Au Conseil Constitutionnel et à la Cour Suprême,

- La Mission leur recommande d'organiser des sessions de sensibilisation et de formation à l'intention des partis politiques sur les procédures de recours.

Aux Partis politiques

- La Mission exhorte tous les partis à prendre part aux efforts de relance de la concertation politique en vue de contribuer à toute amélioration qui serait jugée utile au dispositif électoral de la République Islamique de Mauritanie qui a déjà enregistré des progrès.

A la communauté internationale

- La Mission d'observation de l'UA appelle le reste de la communauté internationale à appuyer davantage la Mauritanie dans ses avancées démocratiques.

CONCLUSIONS

La Mission saisie cette occasion pour adresser une nouvelle fois, au nom de l'Union africaine, ses chaleureuses félicitations au peuple de la République Islamique de la Mauritanie pour les conditions dans lesquelles s'est déroulé le second tour des élections législatives et municipales du 21 décembre 2013 et les progrès qu'il a ainsi accompli sur la voie de la consolidation de la démocratie.

Elle saisit également cette occasion pour adresser ses remerciements aux autorités mauritaniennes pour les commodités et les facilités par lesquelles elles ont permis à la Mission d'accomplir son mandat à travers tout le territoire.

En dépit des quelques insuffisances relevées et partant des constats de ses équipes d'observateurs, la Mission d'observation électorale de l'Union africaine conclut que les conditions réunies pour la tenue des élections législatives et municipales marquent des progrès notables réalisés par les autorités nationales et une partie de la classe politique sur la voie du renforcement de la transparence du système électoral en Mauritanie.

A cet égard, la Mission félicite de nouveau la CENI pour le travail remarquable qu'elle a accompli dans le cadre de sa responsabilité exclusive sur le processus électoral.

La Mission juge le déroulement de ce scrutin globalement satisfaisant.

Enfin, la Mission assure les autorités, institutions et acteurs concernés de la disponibilité de l'Union africaine à faire bénéficier la République Islamique de Mauritanie, de son expérience et expertise pour la consolidation de ces avancées en matière électorale.

Fait à Nouakchott, le 24 décembre 2013

Pour la Mission,

Ahmed Ouyahia

Chef de Mission